



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

PREFECTURE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

ARRETE du 11 février 2013

Autorisant la SCEA CRESPEL à restructurer un élevage porcin au lieu-dit « La Ville aux Roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE et à modifier les conditions d'élimination des effluents de l'élevage.

N°25205 modificatif

VU la directive du conseil n° 91.676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n°2011-63 du 17 janvier 2011 relatif au regroupement et à la modernisation de certaines installations classées d'élevage ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 , relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25205 délivré le 22 avril 1994, modifié le 27 juin 2006, autorisant la SCEA CRESPEL à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « la Ville aux Roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE ;

VU la demande présentée par la SCEA CRESPEL en vue d'être autorisée à restructurer un élevage de porcs au lieu-dit « La Ville aux Roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE et à modifier les conditions d'élimination de l'élevage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 22 janvier 2013 ;

VU le projet d'arrêté notifié au pétitionnaire en date du 25 janvier 2013 ;

CONSIDERANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du 4^{ème} programme d'action au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

Considérant :

- que les distances réglementaires d'implantation sont respectées ;
- qu'il s'agit de la mise aux normes « bien-être » des truies ;
- l'avis favorable de la DDTM à cette restructuration ;
- que l'ensemble du lisier est transféré vers une station de traitement ;
- qu'au global, on a une diminution de la production d'azote ;
- que le site de SAINT ONEN LA CHAPELLE sera désaffecté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er – L'article 1^{er} de l'arrêté n° 25205 du 22 avril 1994, modifié le 27 juin.2006, est modifié comme suit :

La SCEA CRESPEL est autorisée à restructurer un élevage de porcs au lieu-dit « la ville aux roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE (35360).

L'établissement sera autorisé pour 1 302 reproducteurs, 5 460 porcelets et 5 252 porcs à l'engrais et sera classé à la rubrique n° 2102 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site de « le Gretay » à SAINT ONEN LA CHAPELLE sera désaffecté.

Article 2 – L'article 10, alinéa 3, de l'arrêté n° 25205 du 22 avril 1994, modifié le 27 juin 2006, est modifié comme suit :

La capacité totale de stockage du lisier sera de 10 356 m³. Elle permettra un stockage des effluents pendant au moins 6 mois.

Article 3 – L'article 14 de l'arrêté n° 25205 du 22 avril 1994, modifié le 27 juin 2006, est modifié comme suit :

L'ensemble des effluents de la porcherie est transféré au GIE RISILE « la Ville aux Roux » MONTAUBAN DE BRETAGNE (35360) soit 20 186 m³ (78 838 U d'azote et 47 909 U de phosphore).

Article 4 – L'article 20 de l'arrêté n° 25205 du 22. avril 1994, modifié le 27 juin 2006, est modifié comme suit :

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée pour la lagune de 18 000 m³ située sur le site avec la réalisation de 2 aires de mise en aspiration ainsi que l'installation de 2 colonnes fixes d'aspiration, la mise en conformité des accès et la signalisation de la réserve incendie du site conformément aux fiches techniques du SDIS 35.

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

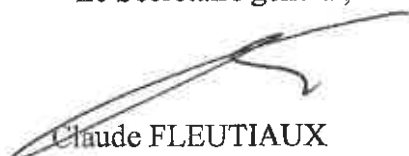
- 1) – Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) – Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients, ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ile-et-Vilaine, le Maire de MONTAUBAN DE BRETAGNE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Claude FLEUTIAUX